

FSN FORUM - DISCUSSION N^o 14, 2009
COMMENT NOURRIR LE MONDE EN 2050?
DU 16 SEPTEMBRE AU 12 OCTOBRE 2009

L'initiateur et modérateur de ce thème est Hartwig de Haen, ancien Sous-Directeur général de la FAO, Département du développement économique et social.

Les conclusions du débat contribueront à la préparation du Forum d'experts de haut niveau sur "**Comment nourrir le monde en 2050?**", qui se tiendra au siège de la FAO à Rome les 12-13 octobre 2009. Un résumé des discussions en ligne sera présenté aux participants, et leurs réactions seront affichées sur le site du Forum FSN pour susciter un dialogue.

Forum FSN sur "Comment nourrir le monde en 2050"
Hartwig de Haen

Les experts conviennent d'une manière générale que le monde est en mesure de produire suffisamment de nourriture pour satisfaire la demande d'une population qui atteindra plus de 9 milliards de personnes en 2050. La demande mondiale d'aliments pour la consommation humaine et animale et de fibres devrait augmenter de 70 pour cent. Toutefois, les réponses à la question "Comment nourrir le monde en 2050?" doivent prendre en ligne de compte une multitude d'enjeux complexes.

La demande de produits agricoles exercera une pression croissante sur les ressources agricoles déjà mises à rude épreuve. Si l'agriculture sera vouée à se disputer les terres et l'eau avec les agglomérations étalées, elle sera aussi confrontée à d'autres problèmes, notamment, produire des volumes croissants de matières premières destinées à la production de biocarburants; contribuer à l'atténuation du changement climatique; préserver les habitats naturels, et maintenir un niveau élevé de biodiversité. Pour répondre à ces demandes, les agriculteurs, et plus particulièrement les pauvres, doivent avoir accès aux nouvelles technologies qui leur permettront de produire davantage avec moins de terres et un moindre apport de main d'œuvre.

Des investissements adéquats dans la recherche-développement doivent garantir la croissance soutenue de la productivité. Mais des infrastructures rurales solides, des réformes institutionnelles, des services environnementaux et la gestion durable des ressources sont des facteurs tout aussi importants. Toutefois, se focaliser sur l'accroissement des approvisionnements alimentaires ne suffira pas à éradiquer la faim et la pauvreté. Les politiques doivent également veiller à ce que les populations pauvres et affamées aient accès à la nourriture nécessaire pour mener des vies saines et actives.

J'inviterais les membres du Forum, experts et praticiens, à s'exprimer sur les questions suivantes:

- **Les améliorations des disponibilités vivrières pour satisfaire la croissance de la demande mondiale projetée pour 2050 contribueront-elles à inverser la tendance actuelle d'aggravation de la faim et de la malnutrition?**
- **Les investissements actuels sont-ils suffisants pour garantir une production agricole adéquate, l'utilisation durable des ressources naturelles, des infrastructures commerciales efficaces et des progrès techniques?**
- **Quelles mesures supplémentaires seraient nécessaires pour élargir l'accès à la nourriture?**

Plus précisément:

- Vu que la Recherche et Développement (R&D) dans l'agriculture a une forte rentabilité économique, quelles mesures doivent être prises pour inverser la stagnation, voire le déclin des dépenses publiques en R&D et promouvoir des percées technologiques dans les pays en développement? Etendre l'accès des petits exploitants aux biotechnologies modernes serait-elle une stratégie prometteuse?
- Doit-on réduire la compétition pour les ressources entre l'alimentation et les biocarburants? Si oui, par le biais de quelles politiques?
- Doit-on mettre en œuvre des politiques incitant les agriculteurs à atténuer le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dues à l'agriculture, y compris l'élevage? Comment atténuer la vulnérabilité au changement climatique dans les zones rurales?
- Quelles politiques spécifiques doivent être mises en œuvre à l'échelle nationale et internationale pour améliorer l'accès à la nourriture des plus démunis (filets de sécurité sociale, meilleures opportunités sur le marché du travail, accès plus sûr et amélioré aux moyens de production, au capital et au savoir-faire?
- Que faire pour garantir la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, le continent confronté aux taux de croissance démographique les plus élevés, aux impacts les plus graves du changement climatique et au plus lourd fardeau du VIH/Sida?

La plupart des experts estiment que nous avons les moyens de combattre la faim. Ils conviennent également qu'il faut accorder une plus grande priorité aux investissements publics dans l'agriculture et les zones rurales d'où tirent leurs moyens d'existence la majorité des populations pauvres et affamées du monde. Il est clair aussi qu'une bonne gouvernance, y compris la concrétisation du droit à l'alimentation, est un ingrédient fondamental de réussite. Des études économiques ont en outre montré que les investissements dans la réduction durable de la faim engendrent des bénéfices économiques colossaux, qui se manifestent notamment par une moindre fréquence de maladies, un renforcement des capacités d'apprentissage en âge scolaire et une productivité plus élevée. On en trouve des illustrations dans toutes les régions en développement, y compris les pays les plus démunis d'Afrique.

La question fondamentale est donc:

- **Pourquoi tant de gouvernements sont-ils encore si peu enclins à modifier leurs priorités et à investir dans la réduction de la faim? Manquent-ils de la volonté politique pour adopter une stratégie à long terme en vue de la sécurité alimentaire pour tous?**

Les participants à ce débat pourraient souhaiter examiner des moyens de mobiliser une volonté politique au niveau national et international, en se concentrant sur les questions suivantes:

- Que faire pour que l'éradication de la faim devienne une priorité absolue dans les politiques nationales et internationales et les allocations budgétaires ?
- Les "Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale" sont-elles un cadre valable pour rappeler aux gouvernements leurs obligations?
- Les pays développés devraient-ils convenir de plans d'action communs?
- Les arrangements de contrepartie entre pays développés et en développement sont-ils une proposition réaliste, lorsqu'une aide supplémentaire au développement agricole est subordonnée à l'engagement des pays bénéficiaires d'augmenter leurs propres ressources intérieures?

Aperçu général

A la réunion d'experts sur "Comment nourrir le monde en 2050" en juin, les participants ont convenu qu'il serait possible de produire suffisamment de nourriture pour satisfaire la demande de plus de 9 milliards d'habitants en 2050. On assistera à une intensification de la demande d'aliments pour la consommation humaine et animale pour répondre, d'une part, aux besoins de la population mondiale, et d'autre part, à l'évolution des préférences des consommateurs, en particulier dans les pays en développement de plus en plus urbanisés. Si la population mondiale est appelée à croître de 40 pour cent (de 6,5 à 9,1 milliards), la demande mondiale de nourriture, d'alimentation animale et de fibres devrait augmenter de 70 pour cent.

Selon les perspectives de base de la FAO, la plus forte hausse de la demande alimentaire intéressera les pays en développement, qui devraient également afficher la plus forte croissance de la production agricole. Par exemple, la production mondiale de céréales (à l'exclusion de celles destinées aux biocarburants) devrait passer de 2,2 milliards de tonnes aujourd'hui à environ 3 milliards de tonnes en 2050, dont 70 pour cent seraient le fait des pays en développement. Globalement, le groupe des pays en développement resterait néanmoins tributaire des importations alimentaires (notamment céréales, produits laitiers et viande). Par exemple, leurs importations nettes de céréales devraient s'établir à 300 millions de tonnes en 2050, contre 135 millions de tonnes aujourd'hui.

Compte tenu des possibilités limitées d'expansion des ressources en terres et en eau et de la nécessité de conserver les ressources naturelles pour toute une gamme d'utilisations non alimentaires, l'essentiel (près de 80 pour cent) de l'accroissement futur de la production devrait dériver d'une hausse des rendements: 10 à 15 pour cent grâce une intensité de culture plus poussée, et 5 à 10 pour cent à une expansion de l'exploitation des terres.

Si les perspectives de la FAO se confirment, les disponibilités vivrières totales augmenteraient plus vite que la croissance démographique. Les rations caloriques moyennes par habitant passeraient de 3500 à 3600 kcal/personne/jour dans les pays industrialisés, et de 2600 à 3000 kcal/personne/jour dans les pays en développement. Ce qui veut dire que la hausse des disponibilités et des revenus moyens dans les pays en développement serait en mesure de réduire la prévalence de faim chronique de 16 pour cent aujourd'hui à 5 pour cent en 2050. Toutefois, il subsisterait de fortes disparités entre les pays, certains parvenant à réduire la prévalence de la faim en-deçà de 5 pour cent, et d'autres déplorant des taux de 20 pour cent ou plus. De surcroît, le problème de la suralimentation toucherait une part croissante de la population mondiale.

Le nombre de personnes victimes de sous-alimentation chronique au monde s'établirait donc à près de 400 millions de personnes. Il faudra des efforts supplémentaires pour le faire reculer davantage, notamment des mesures ciblées visant à améliorer l'accès à la nourriture pour les plus démunis..